



Conseil économique et social

Distr. générale
26 janvier 2011
Français
Original: anglais

Commission pour la prévention du crime et la justice pénale

Vingtième session

Vienne, 11-15 avril 2011

Point 5 c) de l'ordre du jour provisoire*

**Intégration et coordination de l'action de l'Office
des Nations Unies contre la drogue et le crime
et des États Membres dans le domaine de la prévention
du crime et de la justice pénale: ratification et application
des instruments internationaux visant à prévenir
et à combattre le terrorisme**

Assistance en vue de l'application des conventions et protocoles universels relatifs au terrorisme

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport passe en revue les progrès réalisés en 2010 par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, en particulier par son Service de la prévention du terrorisme, en ce qui concerne la fourniture d'une assistance technique pour la lutte contre le terrorisme. Il met en avant les efforts déployés pour répondre de manière adéquate aux besoins en constante évolution des États Membres s'agissant des aspects de la lutte contre le terrorisme qui concernent la justice pénale, il recense les difficultés rencontrées et il souligne à cet égard la nécessité d'un appui accru des gouvernements. Pour conclure, il présente une série de recommandations à l'attention de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale.

* E/CN.15/2011/1.



Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	3
II. Fourniture d'une assistance technique	4
A. Approche pluridimensionnelle	4
B. Action élargie dans certains domaines thématiques	7
C. Partenariats pour la fourniture d'assistance technique	12
D. Évaluer l'assistance technique et mesurer son impact	17
III. Défis à relever	18
A. Renforcer la fourniture de l'assistance technique de telle sorte que celle-ci réponde aux besoins évolutifs des États Membres	18
B. Mobilisation d'un appui accru de la part des États Membres	20
IV. Conclusions et recommandations	20
Annexe	
Contributions au Fonds des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale destinées aux projets d'assistance technique du Service de la prévention du terrorisme, au 24 janvier 2011	23

I. Introduction

1. Le présent rapport couvre les activités menées en 2010 par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC), en particulier par son Service de la prévention du terrorisme, dans le cadre de l'assistance fournie aux États Membres s'agissant des aspects de la lutte contre le terrorisme qui concernent la justice pénale.
2. L'Assemblée générale a réaffirmé le mandat de l'UNODC en matière d'assistance technique à la lutte contre le terrorisme dans ses résolutions 65/34, intitulée "Mesures visant à éliminer le terrorisme international", 65/221, intitulée "Protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste", et 65/232, intitulée "Renforcement du Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, surtout en ce qui concerne ses capacités de coopération technique".
3. Dans la Déclaration de Salvador sur des stratégies globales pour faire face aux défis mondiaux: les systèmes de prévention du crime et de justice pénale et leur évolution dans un monde en mutation, adoptée au douzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, tenu à Salvador (Brésil) du 12 au 19 avril 2010, et entérinée par l'Assemblée générale dans sa résolution 65/230, les États Membres ont reconnu le rôle de premier plan qui était celui de l'UNODC dans l'assistance technique fournie pour faciliter la ratification et l'application des instruments internationaux relatifs à la prévention et à la répression du terrorisme.
4. Dans sa résolution 64/297, l'Assemblée générale a engagé les États Membres, l'Organisation des Nations Unies et les autres acteurs pertinents à intensifier leur action pour appliquer la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies de façon intégrée et sous tous ses aspects. Pendant les délibérations, de nombreux orateurs se sont félicités de l'assistance technique fournie par l'UNODC aux États Membres pour les aider à développer leurs capacités de mise en œuvre de la Stratégie.
5. Dans sa déclaration du 27 septembre 2010 (S/PRST/2010/19), le Président du Conseil de sécurité s'est félicité de l'assistance technique fournie par le Service de la prévention du terrorisme. Il a dit la préoccupation que lui inspiraient les liens de plus en plus étroits que le terrorisme entretenait avec la criminalité transnationale organisée, la drogue illicite, le blanchiment d'argent et le trafic d'armes. Il a aussi souligné qu'il convenait de mieux coordonner l'action menée aux échelons national, sous-régional, régional et international afin de renforcer la riposte mondiale et encouragé l'UNODC à poursuivre ses travaux, en collaboration avec d'autres entités compétentes des Nations Unies.
6. Le cadre juridique international a continué d'évoluer pendant la période examinée. Le Protocole de 2005 relatif à la Convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime et le Protocole de 2005 relatif au Protocole pour la répression d'actes illicites contre la sécurité des plates-formes fixes situées sur le plateau continental sont entrés en vigueur le 28 juillet 2010. La Convention sur la répression des actes illicites dirigés contre l'aviation civile internationale et le Protocole complémentaire à la Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs ont été adoptés le 10 septembre 2010 à la Conférence internationale de droit aérien tenue à Beijing.

II. Fourniture d'une assistance technique

7. Depuis janvier 2003, le Service a aidé, directement ou indirectement, 168 États à ratifier et à appliquer les instruments juridiques internationaux relatifs au terrorisme et à renforcer les capacités des systèmes nationaux de justice pénale à appliquer ces instruments de manière efficace et dans le respect de l'état de droit.

8. En plus d'apporter une assistance à la ratification et à l'incorporation en droit interne, le Service doit surtout faire face à une demande croissante d'assistance en matière de renforcement des capacités. Les agents des systèmes nationaux de justice pénale ne disposent que de moyens limités pour appliquer les dispositions internationales et la législation nationale correspondante dans le cadre de leur travail quotidien. Ils n'ont souvent pas les procédures, politiques et pratiques requises, ni les connaissances de fond et compétences nécessaires pour appliquer les lois antiterroristes nationales.

9. Pour répondre à ces nouveaux besoins, on a procédé à une restructuration du Service début 2010, qui a consisté à décentraliser la programmation et la mise en œuvre des programmes vers les bureaux extérieurs et à renforcer l'appui au développement des connaissances spécialisées et la fourniture d'orientations par le Siège.

10. Les activités antiterroristes de l'UNODC s'inscrivent dans une perspective globale, qui tient compte du travail effectué en ce qui concerne les instruments juridiques internationaux relatifs à la drogue et à la criminalité. Le Service coopère étroitement avec d'autres entités de l'UNODC, y compris les bureaux extérieurs. Il s'appuie sur un réseau d'experts de la prévention du terrorisme qui se trouvent sur le terrain en Afrique, en Amérique latine et dans les Caraïbes, au Moyen-Orient, et en Asie du Sud-Est et dans le Pacifique.

11. Le Service a participé à des initiatives à l'échelle de l'Office, notamment à la réunion du groupe d'experts du Pacte de Saint-Domingue et des mécanismes du Système d'intégration de l'Amérique centrale pour les Caraïbes, organisée par l'UNODC et l'Office chargé de la sécurité et de la lutte contre la criminalité de la Communauté des Caraïbes à la Trinité-et-Tobago, les 2 et 3 décembre, et à une réunion d'experts du Pacte organisée par l'UNODC et le Système d'intégration de l'Amérique centrale au Panama, les 21 et 22 juin.

A. Approche pluridimensionnelle

12. Pour faire face à la demande accrue d'assistance en matière de renforcement des capacités, le Service propose: a) une assistance soutenue adaptée aux besoins des praticiens nationaux de la justice pénale chargés de mener des enquêtes, d'engager des poursuites et de juger des affaires concrètes; b) une assistance pour renforcer la coopération internationale, régionale et sous-régionale en ce qui concerne les affaires de terrorisme; et c) un appui au développement des compétences dans certains domaines spécialisés, notamment grâce à l'élaboration d'outils et de publications de fond.

1. Assistance technique et programmation dans les pays

13. En 2010, une assistance a été fournie aux 43 pays suivants: Algérie, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Azerbaïdjan, Bangladesh, Bolivie (État plurinational de), Burundi, Colombie, Costa Rica, Djibouti, Égypte, Équateur, Éthiopie, Fidji, Ghana, Guyana, Honduras, Îles Salomon, Indonésie, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Mali, Maroc, Mexique, Namibie, Nauru, Niger, Ouganda, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Philippines, République démocratique populaire lao, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Tchad, Thaïlande, Tonga, Trinité-et-Tobago et Viet Nam. Par ailleurs, 23 ateliers thématiques régionaux et sous-régionaux ont été organisés, qui ont bénéficié à 87 pays supplémentaires.

14. Le Service a eu recours à des techniques de télécommunication économiques, en particulier des vidéoconférences, pour la préparation ou le suivi des activités sur le terrain, ainsi qu'aux communications électroniques pour la fourniture d'avis juridiques ad hoc.

15. Le Service a collaboré étroitement avec les autorités nationales chargées d'élaborer des stratégies et des plans d'action nationaux contre le terrorisme, dont la mise en œuvre nécessite l'engagement continu de l'UNODC au niveau local. Pendant la période examinée, l'UNODC a établi des programmes détaillés de lutte contre le terrorisme pour un certain nombre de pays, dont l'Afghanistan, l'Algérie et le Yémen.

16. Les activités menées au Yémen, qui s'inscrivent dans le cadre du programme pluriannuel intégré de l'UNODC pour la période 2011-2015, visent à dispenser une formation spécialisée aux agents des systèmes de justice pénale et aux responsables de services de détection et de répression et à renforcer la capacité des législateurs de rédiger ou de réviser la législation antiterroriste. D'autres activités visent à encourager la coopération entre les praticiens de la justice pénale au Yémen et dans les pays voisins.

17. Dans le cadre de la mise en œuvre d'un plan d'action national complet, un programme sur deux ans a été convenu avec la Colombie en vue du cofinancement d'un certain nombre d'activités envisagées. Une telle approche permet de promouvoir le travail de fond dans le pays et de renforcer la participation et l'appropriation, ainsi que la coopération régionale en matière de lutte contre le terrorisme.

18. Un programme antiterroriste régional a été élaboré pour les pays du Sahel. Des plans d'action antiterroristes nationaux ont été intégrés dans les programmes nationaux actuellement mis au point par le Bureau régional de l'UNODC à Dakar pour le Mali et le Burkina Faso.

19. Par ailleurs, l'UNODC a entrepris des activités de programmation régionale pour des pays de l'Asie de l'Est et du Sud-Est (9 membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) et la Mongolie) et du Pacifique (15 membres du Forum des îles du Pacifique), en élaborant des programmes triennaux par région et par pays.

2. Outils d'assistance technique

20. Le Service a mis au point un nombre important d'outils d'assistance technique depuis 2003. La plupart d'entre eux sont disponibles dans les six langues officielles de l'ONU, et beaucoup ont été traduits dans diverses langues nationales.

21. La base de données des sources juridiques électroniques sur le terrorisme international (voir www.unodc.org/tldb), accessible au public, contient les dispositions législatives contre le terrorisme de plus de 140 États Membres, classées selon les catégories suivantes: droit pénal matériel, droit procédural et coopération internationale en matière pénale. Elle contient également le texte des instruments juridiques internationaux, avec l'état des ratifications pour chacun d'eux, une liste complète des conventions antiterroristes adoptées par des organisations régionales, ainsi que la jurisprudence pertinente.

22. Le Recueil de cas sur les affaires de terrorisme, lancé pendant le douzième Congrès, offre un éclairage pratique fondé sur une analyse d'affaires concrètes aux décideurs, aux agents des systèmes de justice pénale et aux agents de police chargés des enquêtes. Ce recueil annoté montre comment résoudre les difficultés liées à la conduite d'enquêtes et de poursuites efficaces. Il a été utilisé dans la préparation d'ateliers spécialisés de renforcement des capacités, tels que l'atelier régional tenu en Colombie du 10 au 13 octobre, et l'atelier national tenu à la Jamaïque du 30 juillet au 1^{er} août.

23. Le Service a également établi un programme de formation juridique complet destiné aux personnels des services de justice pénale, qui vise à transmettre de manière plus systématique des connaissances spécialisées en matière de lutte contre le terrorisme. Il consiste en 10 modules de formation thématique (portant notamment sur les matières chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires, la sécurité des transports, le financement du terrorisme et l'utilisation d'Internet à des fins terroristes), pour lesquels des outils supplémentaires et des études de cas seront élaborés. Le programme couvre également des thèmes apparentés tels que le blanchiment d'argent et la criminalité organisée. Un module consacré au cadre juridique international de la lutte contre le terrorisme a été diffusé en juillet, et un autre sur la coopération internationale dans les affaires pénales liées au terrorisme sera publié en 2011.

24. Ce programme vise la formation des formateurs. Un groupe d'experts a tenu une réunion à Vienne les 14 et 15 juillet sur les méthodes de formation et d'évaluation de la formation. Le Service a noué des partenariats avec des établissements nationaux de formation dans un certain nombre de pays bénéficiaires et organisé un programme complet de formation des formateurs à Dakar, du 3 au 11 novembre, à l'intention des agents des systèmes de justice pénale du Burkina Faso, du Mali, de la Mauritanie et du Niger.

25. Les modules sont aussi adaptés à l'utilisation de dispositifs de formation innovants faisant appel aux technologies de l'information, qui se sont révélés économiques et efficaces à l'échelle mondiale. Cent vingt-six participants de 72 pays ont suivi les cours intensifs de formation en ligne conçus par le Service, en collaboration avec la DiploFoundation. Le Service a instauré une plate-forme d'apprentissage sur la lutte contre le terrorisme, outil interactif destiné à aider les agents des systèmes de justice pénale à satisfaire leurs besoins en matière de coopération internationale dans la lutte contre le terrorisme. Cette plate-forme

permettra aux praticiens du monde entier de mettre l'accent sur le travail en réseau et l'apprentissage en continu et proposera des cours de formation aux agents des systèmes de justice pénale de par le monde.

B. Action élargie dans certains domaines thématiques

1. Renforcer la coopération internationale dans les affaires pénales liées au terrorisme

26. Le Service a fourni une assistance ciblée pour renforcer la coopération internationale dans les affaires pénales liées au terrorisme dans le cadre d'un certain nombre d'ateliers, dont: a) un atelier régional organisé en collaboration avec l'Organisation de la Conférence islamique à Djeddah (Arabie saoudite), les 25 et 26 mai, auquel ont participé les représentants de 26 États membres de l'Organisation; b) un atelier sous-régional pour les pays du Golfe, tenu à Doha les 2 et 3 mai; c) un atelier sous-régional tenu au Caire les 27 et 28 février, organisé conjointement avec les Ministères égyptiens de l'intérieur et de la justice et auquel ont également participé des représentants de la Jamahiriya arabe libyenne, du Maroc et de la Tunisie; d) un atelier sous-régional de renforcement des capacités tenu à Riyad du 20 au 22 février à l'intention de l'Arabie saoudite, de Bahreïn, des Émirats arabes unis, du Koweït, d'Oman et du Qatar; et e) le deuxième atelier sous-régional sur le renforcement de la coopération juridique internationale concernant le terrorisme, qui a eu lieu à Kiev les 15 et 16 février à l'intention des États membres du GUAM. Des praticiens de la justice pénale du Tchad et du Niger ont pris part à un atelier tenu au Tchad du 23 au 25 novembre.

27. Une réunion régionale d'experts sur la coopération internationale en matière pénale entre pays africains de droit romain et de *common law*, organisée en collaboration avec le Commonwealth, s'est tenue à Yaoundé du 16 au 18 février. Y ont participé des représentants de l'Angola, du Cameroun, du Cap-Vert, de Djibouti, du Ghana, du Kenya, du Mali, du Nigéria, de la République-Unie de Tanzanie et du Sénégal. Un guide pratique visant à faciliter les demandes d'extradition et d'entraide judiciaire est actuellement élaboré en collaboration avec le Commonwealth.

28. Le Service a joué un rôle crucial pour le lancement d'une plate-forme judiciaire régionale dans la région du Sahel, du 22 au 24 juin. Cette plate-forme constitue un réseau de coopération internationale de points focaux situés au Burkina Faso, au Mali, en Mauritanie et au Niger, qui sont chargés de faciliter les demandes d'extradition et d'entraide judiciaire. Ces points focaux recensent par ailleurs les besoins d'assistance technique pour le renforcement de la coopération judiciaire. Parmi les activités de suivi, on mentionnera des réunions annuelles, le rattachement de la plate-forme à d'autres réseaux judiciaires, des formations spécialisées et la mise au point d'outils pratiques. La plate-forme a été établie à partir du modèle conçu pour les États membres de la Commission de l'océan Indien, qui a contribué à faciliter les demandes d'extradition et d'entraide judiciaire.

29. Des ateliers nationaux de renforcement des capacités sur la coopération internationale dans les affaires pénales liées au terrorisme ont été notamment tenus en Éthiopie, du 21 au 23 septembre, à Djibouti du 23 au 25 mars et en Ouganda du 16 au 18 février. Un atelier sur les questions d'extradition a été organisé le 1^{er} mars

à l'intention des magistrats de la Cour suprême de justice et de la Cour constitutionnelle de Colombie. Des ateliers nationaux de rédaction législative ont été tenus aux Philippines les 11 et 12 février et en République démocratique populaire lao du 6 au 9 septembre. L'UNODC a par ailleurs fourni une assistance pour l'élaboration d'un manuel sur l'extradition destiné aux procureurs de Thaïlande.

30. Le Service a élaboré des recueils d'accords internationaux, régionaux et bilatéraux sur l'extradition et l'entraide judiciaire spécialement adaptés aux besoins du Kenya et du Niger (en collaboration avec le Gouvernement français), ainsi que pour les pays de la Commission de l'océan Indien et les États membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest.

31. L'UNODC a par ailleurs entrepris des activités pour faciliter de manière générale la coopération internationale en matière pénale. Il a notamment mis au point des outils, tels que des recueils de bonnes pratiques, des lois types, un répertoire en ligne des autorités nationales compétentes et le rédacteur de requêtes d'entraide judiciaire. Il a également fourni des services consultatifs juridiques aux pays qui en faisaient la demande et dispensé des formations aux autorités compétentes dans le cadre d'ateliers nationaux, régionaux et interrégionaux. Le Service a apporté son concours à l'atelier régional sur la coopération internationale en matière pénale organisé par l'UNODC au Panama, du 22 au 24 novembre.

2. Assurer la sécurité des transports

32. Le domaine de la sécurité des transports représente une part croissante des activités d'assistance spécialisée. Des événements récents ont montré que l'aviation restait une cible de choix. Des efforts sont aussi nécessaires pour renforcer la sécurité des transports terrestres et maritimes.

33. Le Service a organisé, en collaboration avec la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme et l'Organisation maritime internationale (OMI), une réunion régionale d'experts à Libreville, du 2 au 4 juin, à l'intention des États d'Afrique centrale (Angola, Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale et Sao Tomé-et-Principe). Cette réunion visait à renforcer le régime juridique applicable aux actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime et des plates-formes marines fixes. Une réunion similaire est envisagée pour les pays d'Afrique de l'Ouest et du Sahel. Un atelier sous-régional sur la lutte contre le terrorisme maritime a eu lieu en Ukraine, du 26 au 28 mai, à l'intention des pays de l'Organisation de coopération économique de la mer Noire.

34. Les pays sont de plus en plus désireux de traiter de la question des infractions commises en mer dans le cadre des ateliers de formation destinés aux personnels de justice pénale, tels que ceux qui se sont tenus en Algérie du 12 au 14 octobre et à Djibouti du 23 au 25 mars.

35. De plus, l'UNODC mène des travaux dans le domaine de la lutte contre la piraterie, en étroite coopération avec l'OMI.

3. Réprimer le financement du terrorisme

36. L'UNODC s'efforce d'apporter une assistance juridique et autre à la lutte contre le financement du terrorisme. Un groupe d'experts, réuni à Vienne les 22 et 23 novembre, a défini les principaux éléments d'un programme de formation sur les

passseurs de fonds qui serait élaboré à l'intention des agents des douanes, des services de détection et de répression, et de renseignement, des procureurs et des décideurs.

37. Des initiatives conjointes ont été menées au niveau régional, notamment: a) un atelier régional pour les procureurs de haut rang des États membres de l'ASEAN et de la République de Corée, tenu à Séoul du 23 au 25 août; b) un atelier sous-régional pour les personnels de justice pénale du Kenya, de l'Ouganda, de la République-Unie de Tanzanie et du Rwanda, tenu à Nairobi du 13 au 15 juillet; c) un atelier sous-régional destiné aux pays des Caraïbes, qui s'est tenu à Nassau du 16 au 18 juin, et auquel ont participé des représentants de 12 pays des Caraïbes; d) une réunion sous-régionale d'experts des États membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) sur le gel des avoirs et l'applicabilité du droit uniforme de l'UEMOA dans la lutte contre le financement du terrorisme, qui s'est tenue à Dakar du 9 au 11 mars et à laquelle ont participé des représentants de huit États membres de l'UEMOA; et e) un atelier sous-régional de renforcement des capacités concernant la coopération transfrontière pour lutter contre le terrorisme et son financement, qui s'est tenu à Carthagène du 23 au 26 février et auquel ont participé des représentants de la Bolivie (État plurinational de), du Chili, de la Colombie, du Costa Rica, de l'Équateur, du Panama et du Pérou. L'UNODC a également participé à des réunions et activités organisées par des organes régionaux dont les travaux complètent ceux du Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux.

38. Des ateliers nationaux spécialisés ont été tenus en Argentine les 14 et 15 décembre, en Azerbaïdjan du 9 au 11 novembre, au Costa Rica du 5 au 7 avril, au Honduras du 19 au 21 octobre, en Indonésie les 25 et 26 février, en Jamahiriya arabe libyenne les 18 et 19 mai, au Panama les 19 et 20 août, en Papouasie-Nouvelle-Guinée les 8 et 9 février, au Pérou du 27 au 29 octobre, à Saint-Vincent-et-les Grenadines du 25 au 28 mai et à Trinité-et-Tobago du 24 au 27 août. Des praticiens de la justice pénale d'Antigua-et-Barbuda, de Sainte-Lucie et de Saint-Vincent-et-les Grenadines ont participé à un atelier organisé à Saint-Kitts-et-Nevis du 9 au 12 février. Une aide à la rédaction de textes législatifs a été fournie à Djibouti le 25 août, à l'Équateur du 8 au 11 novembre et au Honduras le 31 août. Le Service a en outre collaboré étroitement avec le Fonds monétaire international (FMI) pour aider les Philippines, du 5 au 9 juillet, à rédiger des textes législatifs sur la lutte contre le financement du terrorisme. Des ateliers tenus en Colombie du 26 au 29 janvier et au Paraguay du 23 au 26 mars ont permis à des praticiens de la justice pénale de suivre une formation spécialisée sur les stratégies de poursuite et d'enquête, qui mettait en particulier l'accent sur la question du financement du terrorisme. À la suite d'une mission menée par l'UNODC au Bangladesh du 9 au 13 août, des activités de projet ont été programmées dans le domaine de la lutte contre le financement du terrorisme. Des connaissances spécialisées ont également été fournies aux participants à des ateliers tenus en Colombie les 12 et 13 octobre, du 21 au 25 juin et les 6 et 7 mai, et au service de renseignement financier de la Bolivie (État plurinational de), les 10 et 11 juin.

39. En 2010, le Programme mondial contre le blanchiment d'argent a continué à encourager l'élaboration de politiques visant à lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, à attirer l'attention sur les aspects communs aux deux problèmes et à faire office de centre d'expertise. Il a fourni des conseils et une

assistance aux praticiens dans plus de 90 pays et territoires. Des initiatives spéciales ont été axées sur la sensibilisation et le renforcement des institutions et des capacités, avec en particulier la mise en place et le fonctionnement de services de renseignement financier, la fourniture d'assistance technique et la formation aux niveaux national et régional. Les activités du Programme ont été appuyées par des conseillers techniques hors Siège.

40. Par ailleurs, le Programme mondial a continué d'étendre son Réseau international d'information sur le blanchiment de l'argent, système de recherche intégré géré pour le compte d'une association d'organismes internationaux. Le Programme mondial comprend la Banque de données internationale contre le blanchiment de l'argent, une base de données protégée par un mot de passe qui contient les lois de quelque 185 pays et territoires.

4. Prévenir le terrorisme nucléaire, chimique, biologique et radiologique

41. Le Service a aidé des pays à mettre en œuvre les instruments juridiques internationaux relatifs au terrorisme nucléaire, en étroite coopération avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et d'autres organisations concernées.

42. Les 29 et 30 avril, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et l'UNODC ont organisé conjointement un atelier, à Vienne, à l'intention des États membres de l'OSCE, sur les instruments juridiques de lutte contre le terrorisme adoptés en 2005 et leur incorporation dans la législation nationale. Il y a eu d'autres activités régionales spécialisées, notamment un atelier sur le terrorisme chimique, biologique, radiologique et nucléaire et le terrorisme maritime, tenu à la Barbade du 24 au 26 novembre avec des représentants de 16 pays des Caraïbes. L'UNODC a aussi organisé un atelier national de renforcement des capacités en Égypte, les 15 et 16 février, consacré aux instruments juridiques internationaux de 2005. Un atelier national qui a eu lieu en Indonésie du 25 au 27 octobre a notamment porté sur les préparatifs législatifs nécessaires pour ratifier et appliquer la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire.

43. Le Service a prêté son concours à une réunion régionale pour l'application de la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité, organisée à Lima, du 9 au 11 novembre, à l'intention de l'Argentine, du Brésil, du Costa Rica et du Pérou, par le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004) et le Bureau des affaires de désarmement du Secrétariat. Il a aussi participé à une réunion organisée le 2 novembre au Guyana par la Communauté des Caraïbes (CARICOM), sur l'application de cette même résolution dans les Caraïbes. L'UNODC a participé à une réunion, tenue à Vienne les 15 et 16 décembre, d'organisations internationales, régionales et sous-régionales sur la coopération visant à promouvoir l'application de cette résolution.

44. L'UNODC, qui a obtenu le statut d'observateur auprès de l'Initiative mondiale de lutte contre le terrorisme nucléaire en août 2009, a participé à une conférence organisée par l'Initiative en Hongrie le 19 janvier, et à une conférence tenue en Ukraine en novembre sous l'égide de l'Initiative.

45. L'UNODC a participé à une conférence de l'AIEA consacrée à la création de bibliothèques et de répertoires internationaux dans le domaine de l'analyse nucléaire aux fins d'investigation, qui s'est tenue du 12 au 14 octobre, à une réunion technique de l'AIEA sur les trois documents contenant des recommandations en

matière de sécurité nucléaire du 27 septembre au 1^{er} octobre, à un atelier de l'Agence sur la mise en œuvre d'une législation sur la sécurité nucléaire pour certains pays d'Asie, tenu à Vienne les 26 et 27 avril, et à diverses réunions du Réseau international de formation théorique à la sécurité nucléaire dirigé par l'Agence. Le 18 novembre, il a participé à une réunion de l'Agence visant à promouvoir l'adhésion à l'amendement de 2005 à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires. Le 18 octobre, il a participé à une réunion avec de hauts responsables chinois qui était animée par l'Agence et consacrée à l'instauration d'un cadre juridique national intégré en matière de sécurité nucléaire.

46. L'UNODC a aussi participé à une conférence, tenue en Israël du 7 au 9 juin, sur l'analyse nucléaire aux fins d'investigation et les cadres juridiques de lutte contre le terrorisme nucléaire, et à une conférence régionale organisée par l'Union européenne en Jordanie, les 26 et 27 mai, sur la création de centres d'excellence en matière chimique, biologique, radiologique et nucléaire. Il a participé à un atelier de l'Institut mondial pour la sécurité nucléaire, tenu à Vienne le 27 janvier, sur la définition des responsabilités juridiques concernant la sécurité des matières nucléaires et radioactives. Les 28 et 29 janvier, il a participé à un atelier de recherche avancée sur le thème "Cadre juridique du renforcement de la sécurité nucléaire et de la lutte contre le terrorisme nucléaire" tenu à Vienne et organisé par le Centre pour le commerce international et la sécurité de l'Université de Géorgie (États-Unis d'Amérique).

47. Le Service a en outre accordé une attention accrue aux instruments juridiques internationaux liés au terrorisme chimique et biologique et participé à une simulation théorique organisée par l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques en Pologne, du 21 au 23 novembre, sur les mesures prises par les États parties pour prévenir des attaques terroristes à l'arme chimique.

5. Renforcer les aspects procéduraux de la lutte contre le terrorisme liés à l'état de droit, en particulier la position des victimes pendant la procédure pénale

48. Conformément à la Stratégie antiterroriste mondiale de l'Organisation des Nations Unies, toutes les activités menées par l'UNODC visent à mieux faire comprendre que l'adoption de mesures efficaces de lutte contre le terrorisme et le respect de l'état de droit sont des objectifs complémentaires qui se renforcent mutuellement.

49. Dans le cadre de l'application de la résolution 64/68 de l'Assemblée générale, l'UNODC a invité un groupe d'experts à se réunir pour renforcer l'échange d'informations entre experts de haut niveau sur les normes internationales et la législation nationale, ainsi que sur leurs expériences concernant la position des victimes du terrorisme pendant la procédure pénale. Une réunion de suivi se tiendra en Colombie en janvier 2011.

50. Un atelier consacré à l'action de la justice pénale contre le terrorisme fondée sur l'état de droit, tenu au Maroc les 22 et 23 septembre et auquel ont participé des experts du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, a mis l'accent sur les problèmes rencontrés dans le domaine des droits de l'homme. Les participants ont examiné des cas pratiques et évoqué des questions telles que l'incrimination de l'incitation au terrorisme, le recours à des techniques d'enquête spéciales et la détention de terroristes présumés.

51. Deux ateliers nationaux de renforcement des capacités destinés aux agents des systèmes de justice pénale ont eu lieu en Colombie, du 2 au 5 novembre et les 25 et 26 février respectivement. Ils ont mis l'accent sur la relation entre le cadre juridique international de lutte contre le terrorisme, le droit humanitaire international et les droits de l'homme.

52. Une formation pratique a été dispensée à des juges et procureurs afghans de haut rang à l'occasion d'un voyage d'étude réalisé en Allemagne et en Suède, du 5 au 11 décembre. Un voyage d'étude en Italie, aux Pays-Bas et en Espagne a été organisé du 17 au 26 janvier à l'intention de praticiens de haut niveau de la justice pénale venus d'Algérie. Un programme de formation spécialisée a été dispensé en Autriche, du 22 au 26 février, à des agents des systèmes de justice pénale d'Azerbaïdjan.

53. Les projets d'assistance technique de l'UNODC ont aussi visé à améliorer la gestion et le fonctionnement des services de détection et de répression et des systèmes judiciaires et pénitentiaires, conformément aux règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale.

6. Lutter contre l'utilisation d'Internet à des fins terroristes

54. Même si les instruments juridiques internationaux existants ne font pas spécifiquement référence à l'utilisation d'Internet, ils sont applicables dans la mesure où les actes commis entrent dans leur champ d'application matérielle. Un atelier sous-régional spécialisé consacré à l'utilisation d'Internet à des fins terroristes a été organisé à l'intention des pays d'Amérique du Sud à Carthagène (Colombie), du 10 au 13 octobre. Il a réuni des participants venus d'Argentine, de Bolivie (État plurinational de), du Brésil, du Chili, de Colombie, de l'Équateur, du Paraguay, du Pérou, de l'Uruguay et du Venezuela (République bolivarienne du).

C. Partenariats pour la fourniture d'assistance technique

55. L'efficacité de l'assistance technique fournie a été renforcée par une meilleure coordination et des partenariats avec d'autres entités et organismes.

1. Coopération avec les organes du Conseil de sécurité chargés de la lutte contre le terrorisme

56. Les activités de lutte contre le terrorisme de l'UNODC sont menées en coopération étroite avec le Comité contre le terrorisme du Conseil de sécurité et sa Direction exécutive. Leurs fonctions sont complémentaires et se renforcent mutuellement: les travaux de facilitation du Comité et de sa Direction exécutive précèdent et guident les activités d'assistance de l'UNODC; les activités d'assistance technique de l'UNODC aident à leur tour les pays à combler les lacunes et répondre aux besoins identifiés en ce qui concerne leurs capacités et aident le Comité et sa Direction exécutive à vérifier les mesures prises par les pays à cet effet.

57. En 2010: a) l'UNODC a participé à des missions du Comité et de sa Direction exécutive en Bolivie (État plurinational de), au Brunéi Darussalam, en Tunisie et au Yémen; b) des experts de la Direction exécutive ont participé à des activités de

l'UNODC et informé les participants des priorités conformément à la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité; c) des informations préliminaires sur les activités prévues ont été diffusées; d) l'UNODC a fourni une assistance aux États dont les demandes lui étaient transmises par le Comité et sa Direction exécutive, une fois ces demandes confirmées; et e) l'UNODC a continué d'aider les États Membres qui en faisaient la demande à rassembler les éléments nécessaires pour présenter leurs réponses au Comité.

58. Le Chef du Service a participé le 7 avril à une réunion publique d'information du Comité sur la sécurité maritime et a présenté au Comité le 3 juin les activités d'assistance technique récemment menées.

59. Dans sa résolution 1963 (2010), le Conseil de sécurité a encouragé le Comité contre le terrorisme à continuer à mener des activités en coopération avec l'Équipe de surveillance créée par la résolution 1267 (1999), le groupe d'experts créé par la résolution 1540 (2004) et l'UNODC afin d'aider les États Membres à s'acquitter des obligations que leur imposent les résolutions pertinentes, notamment en organisant des ateliers régionaux et sous-régionaux.

60. Outre l'atelier régional sur la sécurité maritime pour les États d'Afrique centrale tenu du 2 au 4 juin, l'UNODC a organisé plusieurs activités en association avec la Direction exécutive, notamment un atelier régional sur la coopération nationale et régionale dans la lutte contre le terrorisme, organisé conjointement avec l'Initiative de coopération en Europe du Sud-Est et tenu à Sarajevo du 26 au 29 octobre; et un atelier sous-régional tenu à Oulan-Bator du 26 au 28 mai sur l'application de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité et les autres mesures de lutte contre le terrorisme à l'intention de la République populaire démocratique de Corée, de la République démocratique populaire lao, de la Mongolie et du Myanmar. L'UNODC a également participé à un certain nombre d'autres activités organisées par la Direction exécutive, notamment une réunion conjointe avec l'OSCE sur l'Asie centrale en vue de mettre au point des stratégies pour les pays sur l'incitation au terrorisme et l'extrémisme violent, qui s'est tenue en Ouzbékistan les 9 et 10 décembre; un atelier de la Direction exécutive à l'intention des procureurs tenu à New York du 1^{er} au 3 décembre; un atelier de la Direction exécutive sur le contrôle efficace des frontières à l'intention du Kenya, de l'Ouganda et de la République-Unie de Tanzanie, tenu à Nairobi du 30 juin au 2 juillet et un atelier de la Direction exécutive sur l'appui au réseau régional des procureurs et agents de police, tenu à Sri Lanka du 8 au 10 juin.

61. La coopération avec le Comité créé par la résolution 1267 (1999) du Conseil de sécurité et son Équipe de surveillance s'est poursuivie. Des consultations ont régulièrement eu lieu et l'Équipe de surveillance a participé à un certain nombre de manifestations de l'UNODC, notamment un atelier régional tenu à Djeddah les 25 et 26 mai pour les pays de l'Organisation de la Conférence islamique.

62. La coopération avec le Comité créé par la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité et son groupe d'experts a été renforcée. Outre les activités susmentionnées, les experts se sont régulièrement réunis à Vienne et à New York avec des fonctionnaires du Service pour étudier les domaines dans lesquels la coopération pourrait être améliorée.

2. Participation à l'Équipe spéciale de la lutte contre le terrorisme

63. L'UNODC a participé aux journées de réflexion de l'Équipe spéciale tenues à New York du 24 au 26 février et du 7 au 9 juillet, ainsi qu'aux manifestations parallèles accueillies par l'Institut international pour la paix à l'occasion du deuxième examen de l'application de la Stratégie antiterroriste mondiale de l'Organisation des Nations Unies, qui a été mené à New York du 7 au 9 septembre.

64. En association avec le Cabinet du Secrétaire général et la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme, l'UNODC coordonne l'initiative de l'Équipe spéciale sur l'assistance intégrée aux fins de la lutte contre le terrorisme, qui permet aux États Membres partenaires d'envoyer commodément, par le biais d'un point d'accès unique, aux entités de l'Équipe spéciale leurs demandes d'assistance stratégique concernant les quatre piliers de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies. L'initiative vise à éviter les doubles emplois, à encourager les consultations et à maximiser l'impact de l'assistance fournie. En 2010, l'UNODC a perfectionné le système d'information interactif sur Internet, qui sert d'outil de communication essentiel entre les membres de l'Équipe spéciale dans la mise en œuvre de l'initiative. Le système a facilité l'identification des besoins d'assistance technique des premiers États Membres partenaires, à savoir le Burkina Faso et le Nigéria, permettant ainsi d'élaborer en étroite consultation avec les parties prenantes nationales des plans d'action pour la fourniture d'une assistance technique. L'UNODC a activement participé aux missions effectuées au Nigéria du 1^{er} au 6 août et du 15 au 19 février. Le Service a également participé à une réunion consultative des points focaux des entités de l'Équipe spéciale de l'initiative et à une réunion de parties prenantes au Nigéria, tenue à New York les 22 et 23 novembre.

65. En conjonction avec le FMI et la Banque mondiale, l'UNODC coprécide le groupe de travail sur la lutte contre le financement du terrorisme. Celui-ci a établi un rapport contenant une série de recommandations visant à aider les États Membres à appliquer efficacement les normes internationales existantes en matière de lutte contre le financement du terrorisme. Sur la base de ce rapport, le groupe définit actuellement des activités de suivi.

66. L'UNODC joue également un rôle actif dans le groupe de travail sur la protection des droits de l'homme dans la lutte antiterroriste, qui met actuellement au point une série de guides de référence techniques sur certaines questions. Le Service a contribué à l'élaboration des deux premiers guides, qui portent sur l'arrestation et la fouille des personnes et la mise au point d'une infrastructure de sécurité. Il a également participé au lancement de ces publications à New York le 9 septembre.

67. L'UNODC est membre du Groupe de travail sur la lutte contre l'utilisation d'Internet à des fins terroristes et a organisé, en association avec le Bureau de l'Équipe spéciale et l'Allemagne, un atelier sur les aspects juridiques de la lutte contre l'utilisation d'Internet à des fins terroristes, qui s'est tenu à Berlin les 25 et 26 janvier 2010. L'UNODC a également participé à l'atelier sur les aspects techniques de la lutte contre l'utilisation d'Internet à des fins terroristes, qui s'est tenu à Seattle (États-Unis) en février. Ces réunions ont permis de rassembler des informations en vue de l'élaboration d'un guide qui contiendra des bonnes pratiques et des recommandations.

68. L'UNODC fait également partie du Groupe de travail sur la prévention et le règlement des conflits et a participé à la première réunion de son initiative pour l'Asie centrale, tenue à Bratislava les 15 et 16 décembre.

69. En février, l'UNODC s'est joint au Groupe de travail sur la prévention des attentats au moyen d'armes de destruction massive et la réaction en cas d'attentat et a participé à un atelier sur la manière dont la communauté internationale devait réagir à un attentat terroriste au moyen d'armes ou de matières nucléaires et radiologiques et sur l'atténuation de ses effets, accueilli par l'AIEA à Vienne du 29 au 31 mars. Il s'est aussi associé au Groupe de travail sur le soutien aux victimes du terrorisme et la sensibilisation à leur cause et a participé à la réunion du groupe d'experts tenue à Syracuse (Italie) les 2 et 3 décembre. Il a également rejoint le Groupe de travail de l'Équipe spéciale sur le contrôle et la gestion des frontières.

70. L'UNODC a joué un rôle actif dans l'organisation d'un atelier sur l'application de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies en Asie du Sud-Est, organisé par l'Équipe spéciale et le Gouvernement indonésien les 2 et 3 novembre. Cette réunion a été la première d'une série de réunions régionales organisées pour donner suite à l'atelier international des points focaux nationaux de lutte contre le terrorisme, tenu à Vienne en octobre 2009. L'UNODC a présenté à New York, le 9 septembre, un résumé des travaux de l'atelier de Vienne.

3. Partenariats avec d'autres organisations

71. Le Service a continué de travailler avec de nombreux partenaires internationaux: l'AIEA, la Banque mondiale, le Commonwealth, le FMI, le Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux, le Groupe de lutte contre le terrorisme, le HCDH, le HCR, l'OCI, l'OIAC, l'OMI, l'Organisation de l'aviation civile internationale, l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL) et l'Organisation internationale pour les migrations) ainsi qu'avec un grand nombre de partenaires régionaux et sous-régionaux tels que l'ASEAN, la CARICOM, la CEDEAO, le Comité international contre le terrorisme de l'Organisation des États américains, la Communauté de développement de l'Afrique australe, la Commission de l'océan Indien, la Communauté d'États indépendants (CEI), la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale, le Conseil de coopération des États arabes du Golfe, le Conseil de l'Europe, Eurojust, la Ligue des États arabes, le Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, l'Organisation des États des Caraïbes orientales, l'OSCE, le Système d'intégration de l'Amérique centrale, l'UEMOA, l'Union africaine, l'Union européenne et l'Université arabe Nayef des sciences de sécurité.

72. Toutes les activités menées dans les Amériques sont organisées et exécutées conjointement avec le Comité interaméricain de lutte contre le terrorisme de l'Organisation des États américains, afin de garantir la complémentarité totale des programmes et de l'action.

73. Un partenariat similaire a été mis en place avec l'OSCE pour les activités entreprises dans les pays d'Europe orientale et d'Asie centrale. Le Service travaille également en étroite collaboration avec le Conseil de l'Europe: il a notamment participé à une conférence de ce dernier sur les outils et les instruments juridiques de prévention du terrorisme et leur utilisation, qui s'est tenue à Istanbul les 16 et

17 décembre. L'UNODC a participé à des réunions du Conseil de coopération régionale sur la stratégie régionale dans les domaines de la justice et des affaires intérieures, tenues en Bosnie-Herzégovine du 29 novembre au 1^{er} décembre. Il a également participé à une réunion de l'Assemblée interparlementaire de la CEI sur l'harmonisation de la législation antiterroriste dans la CEI, tenue en Fédération de Russie les 13 et 14 octobre.

74. L'UNODC a continué d'intensifier l'échange d'informations avec l'Union européenne et engagé avec elle un processus de concertation régulier sur les politiques. À la demande des présidences respectives de l'Union européenne, le Service a tenu des réunions d'information à l'intention du Groupe "Terrorisme (aspects internationaux)" du Conseil des affaires étrangères en mars et en octobre. Une réunion d'information sur le travail effectué par le Service en matière de soutien aux victimes du terrorisme a été organisée à l'intention du Groupe de travail sur le terrorisme de l'Union européenne en mars. Des consultations régulières ont eu lieu avec le Coordonnateur de la lutte contre le terrorisme de l'Union européenne et d'autres interlocuteurs de la Commission européenne. L'UNODC a également participé à un débat sur les problèmes de sécurité dans la région du Sahel organisé au Parlement européen le 13 septembre.

75. Dans le cadre de sa coopération avec l'ASEAN, le Service a participé en Thaïlande, les 30 et 31 mars, à un échange de vues entre l'ASEAN et le Japon concernant la Convention de l'ASEAN sur la lutte contre le terrorisme et son application effective par le biais de l'extradition et de l'entraide judiciaire. Il a par ailleurs continué de mener des activités en partenariat avec le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique, notamment en participant à sa réunion annuelle sur la sécurité, tenue à Fidji du 31 mai au 5 juin.

76. Le Service a participé à un atelier sous-régional sur les liens entre le terrorisme et le trafic de drogues au Sahel, organisé à Dakar les 25 et 26 mai par le Centre africain d'études et de recherches contre le terrorisme, et à un séminaire sur la lutte contre le financement du terrorisme et le blanchiment d'argent organisé par l'Université arabe Nayef des sciences de sécurité du 29 mai au 2 juin.

77. Le Service a en outre participé à des ateliers organisés par le Center on Global Counterterrorism Cooperation, notamment à ceux consacrés à l'application de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies en Afrique du Nord (tenu au Maroc les 24 et 25 mai) et en Afrique de l'Ouest (tenu au Nigéria du 15 au 19 février). Le Centre a également accueilli le lancement du *Recueil de cas sur les affaires de terrorisme* à Washington le 30 novembre.

4. Coopération avec les pays bénéficiaires et donateurs

78. Outre les communications formelles échangées par voie officielle (missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies à Vienne et à New York et ministères des affaires étrangères), le Service travaille en étroite collaboration avec les représentants et experts des pays bénéficiaires et maintient des relations de travail avec les différents ministères et les services judiciaires et de poursuite.

79. Entre janvier 2003 et le 31 décembre 2010, les contributions volontaires (versées et annoncées) ont représenté au total 54 281 530 dollars. Elles ont été versées/annoncées par les 23 pays suivants: Allemagne, Autriche, Belgique, Canada, Colombie, Danemark, Espagne, États-Unis d'Amérique, France, Grèce, Israël, Italie,

Japon, Liechtenstein, Monaco, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Suisse et Turquie. Les organisations dont les noms suivent ont également versé des contributions volontaires: Commission de l'océan Indien, Direction exécutive du Comité contre le terrorisme, INTERPOL, OMI, Organisation internationale de la Francophonie, OSCE et Union européenne.

D. Évaluer l'assistance technique et mesurer son impact

80. À l'issue de l'évaluation complète du projet mondial de renforcement du régime juridique contre le terrorisme qu'il a effectuée en 2007, le Groupe de l'évaluation indépendante de l'UNODC a tiré des conclusions encourageantes quant à la pertinence, l'efficacité et l'efficience du projet, à l'efficacité de l'ensemble de sa gestion par le Service et à la durabilité des résultats obtenus. Des mesures ont été prises pour appliquer les recommandations formulées à cette occasion, y compris en élaborant une stratégie globale de renforcement des capacités. Le Service a réexaminé son descriptif de projet et est en passe de finaliser un mécanisme de suivi et d'évaluation normalisé pour ses activités d'assistance. Les indicateurs et outils d'évaluation qualitative de la performance mis au point devraient l'aider à mieux évaluer, à partir des appréciations faites par les participants, l'impact des activités de renforcement des capacités sur l'aptitude des participants à mener avec succès des enquêtes et des poursuites sur les affaires de terrorisme.

81. La qualité de ses outils de gestion et de communication d'informations axées sur les résultats ont permis au Service de donner à voir des résultats quantifiables. Ce dernier utilise plusieurs indicateurs concrets, comme l'augmentation du nombre d'États devenant parties aux instruments juridiques internationaux, le nombre de pays ayant reçu une assistance qui élaboraient des textes législatifs et le nombre d'agents publics ayant suivi une formation.

82. Selon les estimations, depuis 2003, 559 ratifications d'instruments juridiques internationaux ont été le fait d'États Membres ayant bénéficié d'une assistance, 34 ratifications supplémentaires ayant été comptabilisées pour 2010. En janvier 2003, date à laquelle le projet mondial a été lancé, seuls 26 États avaient ratifié les 12 premiers instruments. Au 31 décembre 2010, 111 États les avaient ratifiés. De même, 98 États n'avaient ratifié que la moitié ou moins des 12 instruments au 31 janvier 2003. Le 31 décembre 2010, ce nombre avait été ramené à 19. Par ailleurs, au moins 79 États ayant bénéficié de l'assistance du Service ont pris des mesures pour incorporer les dispositions des instruments juridiques internationaux dans leur législation: 34 ont adopté de nouvelles lois antiterroristes, et au moins 45 autres sont en train d'en élaborer. Par ailleurs, plus de 11 100 agents des services nationaux de justice pénale ont suivi une formation depuis 2003, dont plus de 1 950 en 2010.

III. Défis à relever

83. Le Service a adapté le contenu de ses activités d'assistance de manière à ce que celles-ci restent pertinentes et entièrement conformes aux besoins actuels et naissants des pays demandeurs, compte tenu de l'évolution du cadre externe de fonctionnement et de financement. Ce processus doit encore être consolidé, et il est indispensable à cet égard de renforcer les partenariats opérationnels et de mobiliser un appui technique et financier accru des États Membres.

A. Renforcer la fourniture de l'assistance technique de telle sorte que celle-ci réponde aux besoins évolutifs des États Membres

84. Le Service doit continuer à fournir une assistance pour la ratification des instruments internationaux et l'incorporation de leurs dispositions dans le droit interne et à axer ses efforts sur les instruments les moins ratifiés.

85. Seuls sept pays (Autriche, Espagne, Fidji, Lettonie, Liechtenstein, Nauru et Suisse) ont ratifié les 16 premiers instruments. L'Amendement à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires n'est pas encore entré en vigueur. En outre, les progrès sont lents en ce qui concerne l'application du Protocole de 2005 relatif à la Convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime et du Protocole de 2005 relatif au Protocole pour la répression d'actes illicites contre la sécurité des plates-formes fixes situées sur le plateau continental, qui sont tous deux entrés en vigueur en juillet 2010. De plus, la récente Convention sur la répression des actes illicites dirigés contre l'aviation civile internationale et le Protocole complémentaire à la Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs appellent un travail législatif supplémentaire.

86. Des efforts particuliers sont déployés s'agissant du dialogue avec les responsables de l'exécutif et avec les parlementaires, dont le soutien est nécessaire pendant le processus de ratification ou pour l'adoption de la législation nationale requise.

87. Des programmes visant à fournir une assistance approfondie au renforcement des capacités ont été lancés dans un certain nombre de pays, et d'autres pays ont fait des demandes dans ce sens. Pour lutter efficacement contre le terrorisme, les pays doivent avoir un système de justice pénale capable de fonctionner de façon intégrée et pouvant compter sur le concours de toutes ses composantes, à savoir la police, le ministère public, les avocats de la défense, la magistrature ou le système pénitentiaire. Des efforts supplémentaires sont nécessaires pour renforcer les aspects procéduraux fondés sur l'état de droit, notamment pour renforcer la position des victimes du terrorisme pendant les procédures pénales, en s'appuyant sur le cadre juridique international et les règles et normes reconnues.

88. De plus, pour promouvoir la coopération régionale et sous-régionale entre les praticiens de la justice pénale, il faudrait appuyer la création de plates-formes judiciaires comme celles créées pour les pays de la Commission de l'océan Indien et de la région du Sahel.

89. Des efforts particuliers doivent être déployés pour tenir compte des questions liées à la prévention du terrorisme, telles que l'incrimination de l'incitation et d'autres actes, notamment des voyages ayant pour but la participation à des camps d'entraînement de terroristes.

90. Du fait de la complexité croissante du terrorisme, le Service se doit d'accorder une attention accrue au renforcement et au transfert de compétences dans certains domaines thématiques, tels que la sécurité des transports, le terrorisme chimique, biologique, radiologique et nucléaire, la lutte contre le financement du terrorisme et la lutte contre l'utilisation d'Internet à des fins terroristes.

91. D'une manière générale, le Service devrait s'employer à mettre en œuvre des programmes de renforcement des capacités à long terme, dans le cadre desquels des formations seraient dispensées à tous les acteurs concernés par la diffusion continue de matériels de formation facilement accessibles, et un suivi efficace et des services d'appui continus seraient assurés sur le terrain. Dans cet esprit, l'UNODC adopte de plus en plus une approche de formation des formateurs selon laquelle il associe des établissements nationaux de formation à ses activités pour renforcer leurs compétences techniques par l'élaboration de modules relatifs à la lutte contre le terrorisme destinés à être intégrés à leurs programmes nationaux de formation. L'amélioration du programme complet de formation juridique fournit une base solide de ce point de vue.

92. Le renforcement des activités de formation en ligne est encouragé par les réactions positives des participants. Le forum de communication virtuelle continue récemment créé permettra à ces derniers de rester en contact avec les fonctionnaires du Service qui ont animé la formation et avec les autres participants, et d'améliorer ainsi la viabilité des activités de renforcement des capacités. Ce forum permettra aussi de renforcer la coopération avec les partenaires extérieurs, notamment avec le secteur privé et la société civile.

93. La présence sur le terrain favorise une collaboration durable à long terme. Le détachement d'experts de la prévention du terrorisme dans les bureaux extérieurs de l'UNODC a permis au Service de travailler en étroite collaboration avec des fonctionnaires locaux à l'élaboration et à la mise en œuvre des activités. Le Service envisage de décentraliser davantage ses capacités de programmation et de prestation de services.

94. Le Service s'efforce également de renforcer encore sa méthode de gestion axée sur les résultats. Les outils d'évaluation de la performance et le système de gestion des informations actuellement mis au point lui permettront d'améliorer la gestion et la communication des données en faisant apparaître les progrès accomplis dans l'exécution des projets par rapport aux objectifs fixés. En ce qui concerne les activités de renforcement des capacités, l'analyse systématique des questionnaires d'évaluation permettra au Service de mieux suivre l'acquisition de connaissances et de compétences par les participants.

95. Le renforcement de la présence sur le terrain facilite la pleine intégration des activités de lutte contre le terrorisme menées par le Service dans les programmes régionaux et les programmes de pays de l'UNODC. Cette approche répond à la demande croissante de programmes d'assistance technique plus complets qui recouvrent non seulement la prévention du terrorisme, mais aussi la réforme de la justice pénale et la prévention de la criminalité transnationale organisée et de la

corruption, l'idée étant de cibler des activités criminelles connexes pour renforcer la lutte contre le terrorisme.

B. Mobilisation d'un appui accru de la part des États Membres

96. Grâce à l'appui financier fourni par 23 organisations et pays donateurs, le Service a pu se doter de compétences spécialisées et des fonctions de secrétariat nécessaires pour planifier, fournir, coordonner et gérer l'assistance et les partenariats dans le domaine de la lutte contre le terrorisme.

97. Les contributions volontaires dont le Service est tributaire rendent toutefois difficile toute planification à long terme, y compris le maintien des compétences techniques spécialisées nécessaires. Les incertitudes quant à son financement sont restées une préoccupation de premier plan en 2010.

98. Financer les compétences spécialisées et les fonctions de secrétariat de base au moyen de ressources extrabudgétaires n'est pas viable. Afin de préserver ces compétences et de pouvoir assumer ces fonctions de secrétariat, il faut pérenniser les moyens correspondants, par une augmentation des ressources provenant du budget ordinaire. À l'exception d'un poste supplémentaire d'administrateur adjoint approuvé en décembre 2007, les ressources du budget ordinaire allouées au Service sont restées pratiquement au même niveau depuis 2003. Des ressources stables inscrites au budget ordinaire sont nécessaires pour que le Service puisse répondre aux attentes des États Membres.

99. En outre, le Service a besoin de fonds non réservés pluriannuels et prévisibles pour pouvoir continuer à mener ses principales activités d'assistance technique et s'acquitter ainsi de son mandat général. Étant donné l'importance que revêt le bon fonctionnement du système de justice pénale pour la prévention du terrorisme, et pour un développement socioéconomique durable dans les pays bénéficiaires, les États donateurs devraient étudier la possibilité de recourir de plus en plus aux fonds de développement pour financer les activités du Service.

IV. Conclusions et recommandations

100. Étant donné la menace persistante que représente le terrorisme, il est impératif de porter une attention soutenue et d'apporter un appui constant aux efforts visant à renforcer le régime juridique de la lutte contre le terrorisme et aux activités d'assistance technique visant à accroître les capacités nationales en la matière. Comme il a été souligné dans la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, une action de justice pénale reposant sur la primauté du droit est indispensable pour lutter contre le terrorisme à l'échelle mondiale, et elle constitue le pivot et la condition d'autres initiatives.

101. Les demandes d'assistance technique reçues par le Service montrent qu'il y a un besoin croissant d'assistance pour le renforcement des capacités, qui s'ajoute à la nécessité d'une assistance continue pour la ratification des instruments juridiques internationaux et leur incorporation dans le droit interne. De plus en plus souvent, il faut prévoir en particulier une assistance sur mesure à plus longue échéance, qui soit approfondie, dispensée sur le terrain, et s'adresse aux praticiens nationaux de la

justice pénale qui prennent part aux enquêtes, aux poursuites et au jugement des affaires concrètes. L'UNODC devrait aussi continuer à favoriser le renforcement des mécanismes de coopération internationale en matière pénale dans la lutte contre le terrorisme, y compris en soutenant l'établissement de réseaux et plates-formes pertinents.

102. Les demandes reçues montrent également qu'il est nécessaire d'améliorer l'acquisition et le transfert de compétences spécialisées et de fond dans des domaines tels que le terrorisme nucléaire, chimique, biologique et radiologique, la sécurité des transports, le financement du terrorisme et la lutte contre l'utilisation d'Internet à des fins terroristes. Il faut des programmes d'assistance technique plus complets qui permettent aux praticiens de la justice pénale de traiter toute une série d'infractions pouvant être liées au terrorisme.

103. La diffusion de connaissances spécialisées devrait se poursuivre sur le terrain ainsi que par le biais de méthodes et de mécanismes de formation novateurs et économiques tels que les cours en ligne et assistés par ordinateur.

104. La Commission souhaitera peut-être formuler de nouvelles orientations sur la manière dont l'assistance technique offerte par l'UNODC concernant les aspects de la lutte contre le terrorisme qui sont liés à la justice pénale pourrait être renforcée, qu'il s'agisse du contenu ou des mécanismes de prestation, afin d'être mieux adaptée aux besoins évolutifs des États Membres. Ainsi, elle souhaitera peut-être prier l'UNODC d'aider les États Membres à s'attaquer aux liens qui peuvent exister entre les actes terroristes et d'autres activités criminelles.

105. L'UNODC, en particulier son Service de la prévention du terrorisme, est fermement déterminé à continuer d'aider les États Membres et de répondre à leurs besoins. Il continuera donc à rechercher des synergies avec d'autres entités des Nations Unies, y compris dans le cadre de l'Équipe spéciale de la lutte contre le terrorisme, et à travailler avec des entités partenaires aux niveaux international, régional et sous-régional pour multiplier les efforts tendant à accroître au maximum la consultation, la coordination et la coopération en matière d'assistance à la lutte contre le terrorisme.

106. La Commission souhaitera peut-être donner de nouvelles orientations en ce qui concerne la participation de l'UNODC aux travaux de l'Équipe spéciale de la lutte contre le terrorisme. Elle voudra peut-être aussi inviter les organes du Conseil de sécurité traitant de la lutte contre le terrorisme, le bureau de l'Équipe spéciale de la lutte contre le terrorisme et les autres entités qui en sont membres, et les organisations internationales, régionales et sous-régionales concernées à coopérer davantage avec l'Office sur les questions relatives à la lutte contre le terrorisme, afin de renforcer les synergies et d'éviter les doublons.

107. La Commission pourrait également engager l'UNODC à resserrer sa coopération avec le secteur privé et la société civile sur les questions relatives à la lutte contre le terrorisme et dans les domaines connexes.

108. L'UNODC compte sur les États Membres pour accroître leur soutien politique et financier et lui permettre ainsi de continuer à les aider à mettre en place un régime juridique international de lutte contre le terrorisme fondé sur l'état de droit

et entièrement fonctionnel. Les pays donateurs ont versé des contributions volontaires extrêmement précieuses, mais il importe de rappeler que le niveau actuel des ressources ne suffit pas pour répondre au nombre croissant de demandes et à la nécessité d'accroître les activités d'assistance technique et les initiatives de fond qui en découle. Les États Membres devraient donc fournir suffisamment de ressources pour pérenniser les activités d'assistance technique à la lutte contre le terrorisme offertes par le Service de la prévention du terrorisme, par une augmentation adéquate des ressources inscrites au budget ordinaire et la fourniture de ressources extrabudgétaires pluriannuelles prévisibles.

109. La Commission souhaitera peut-être exprimer sa reconnaissance aux pays donateurs pour les contributions volontaires mises à la disposition de l'UNODC et inviter les États Membres à accroître les ressources extrabudgétaires et les ressources du budget ordinaire de telle sorte que l'UNODC puisse mener ses activités de lutte contre le terrorisme.

Annexe

Contributions au Fonds des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale destinées aux projets d'assistance technique du Service de la prévention du terrorisme, au 24 janvier 2011

(En dollars des États-Unis)

<i>Donateur</i>	<i>Montant total versé et annoncé</i>	<i>1999-2002</i>	<i>2003</i>	<i>2004</i>	<i>2005</i>	<i>2006</i>	<i>2007</i>	<i>2008^a</i>	<i>2009^a</i>	<i>2010^a</i>	<i>2011^a</i>	<i>2012^a</i>
Allemagne	5 443 876		162 690	256 400	242 130	229 935	311 088	678 544	2 724 102	838 987		
Autriche	2 445 736	308 507	730 689		242 364	10 823	631 007		267 115	255 231		
Belgique	1 150 231							345 853	362 965	441 413		
Canada	6 698 895			47 071	74 371	689 211	465 967	727 788	934 389	1 572 450	2 187 648	
Colombie	483 630						80 000	70 667		332 963		
Danemark	4 542 476			181 737	182 481	953 030	885 960	564 791	604 829	562 361	607 287	
Espagne	2 214 009		156 576		47 337	401 785	672 043	647 668		288 600		
États-Unis d'Amérique	3 446 255	230 000		250 000	446 000	298 000	200 000	148 375	200 000	250 000	799 440	624 440
France	2 414 568		247 578	246 305	283 314	365 475	346 629	310 419	215 827	399 021		
Grèce	70 000						70 000					
Israël	20 000								20 000			
Italie	3 056 850	263 259	271 150	306 373	600 000	523 965	535 000		557 103			
Japon	2 161 288	30 000			66 160	50 000	83 855	66 000	66 983	1 798 290		
Liechtenstein	345 594				50 000	50 000	100 000	100 000		45 594		
Monaco	405 227					60 000	60 000	59 611	65 616	80 000	80 000	
Nouvelle-Zélande	411 064						137 691	118 548	51 144	103 681		
Norvège	3 466 564			442 478	459 382	228 310	248 262	870 575	572 292	645 265		
Pays-Bas	2 765 755		4 720		887 709	889 335	21 542	938 804		23 645		

^a Comprend les contributions non encore annoncées mais confirmées de manière informelle, et les annonces de contributions qui doivent être finalisées.

<i>Donateur</i>	<i>Montant total versé et annoncé</i>	<i>1999-2002</i>	<i>2003</i>	<i>2004</i>	<i>2005</i>	<i>2006</i>	<i>2007</i>	<i>2008^a</i>	<i>2009^a</i>	<i>2010^a</i>	<i>2011^a</i>	<i>2012^a</i>
Roumanie	123 305									123 305		
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	3 109 180			478 000	212 146	584 348	957 092	877 594				
Suède	6 435 786				491 344	820 000	1 303 180	1 374 122	1 367 006	1 080 134		
Suisse	328 074				40 000		40 000	80 000	122 619	45 455		
Turquie	489 534	45 170		25 000	25 000	27 942	76 422	50 000	140 000	100 000		
Commission de l'océan Indien	4 518								4 518			
Direction exécutive du Comité contre le terrorisme	10 000									10 000		
INTERPOL	11 536								11 536			
Organisation internationale de la francophonie	78 616							78 616				
Organisation maritime internationale	40 000									40 000		
Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe	25 963					13 175			12 788			
Union européenne	2 083 000										1 388 700	694 300
Montant total	54 281 530	876 936	1 573 403	2 233 364	4 349 738	6 195 334	7 225 738	8 107 975	8 300 832	9 036 395	5 063 075	1 318 740